ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 4 mai 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "créant la Commission consultative en matière de litiges relatifs à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les services publics", a donné le 6 juillet 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e mei 1981 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van de raadgevende commissie inzake geschillen met betrekking tot de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in de openbare diensten", heeft de 6e juli 1981 het volgend advies gegeven :

Les articles 116 à 146, qui forment le titre V de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, énoncent un ensemble de dispositions tendant à assurer l' "égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les conditions de travail et d'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ainsi que l'accès à une profession indépendante". Le législateur belge a adopté ces dispositions dans le souci d'appliquer plus complètement le principe de l'égalité inscrit à l'article 6 de la Constitution (loi, article 116) et en vue d'exécuter la directive adoptée le 9 février 1976 par le Conseil des Ministres des Communautés européennes (1) (2).

L'article 117 contribue à délimiter le champ d'application de la section V, en définissant plusieurs termes et, notamment, ceux de "travailleurs" et d' "employeurs". L'article donne une portée extrêmement large au premier de ces termes en indiquant que par "travailleurs", "on entend" non seulement "les personnes qui fournissent des prestations de travail en vertu d'un contrat de travail" mais aussi "les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne ...". L'article 117 donne également une portée extrêmement large au terme "employeurs", puisque, selon l'article, "on entend" par "employeurs", "les personnes qui occupent les travailleurs (au sens indiqué)".

.../...

---

(1) Journal officiel des Communautés européennes du 14 février 1976.

(2) Exposé des motifs du projet de loi (Doc. parl. Sénat, sess. 1977-1978, n° 415/1, pages 67 et 78).

Il ressort des termes absolument généraux employés par l'article 117, 1° et 2°, que le titre V de la loi du 4 août 1978 est applicable non seulement aux employeurs et aux travailleurs des entreprises privées mais aussi aux personnes morales de droit public et aux personnes occupées par celles-ci, sous quelque régime juridique que ce soit. C'est ce que confirment, à l'article 117, 3°, la mention "(des) règles des régimes statutaires de droit administratif applicables au personnel des services publics et (des) règles des régimes applicables au personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné", et, à l'article 117, 4°, l'insertion des mots "par un organisme public". C'est ce que confirment aussi les travaux préparatoires de la loi (1).

L'article 118 affirme le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les matières visées, en indiquant de manière expresse qu'il "implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement ...".

Les articles 120 à 146 établissent un ensemble de règles ayant pour objet de mettre en oeuvre le principe indiqué.

L'article 131 ouvre à "toute personne qui s'estime lésée", "une action tendant à faire appliquer les dispositions du titre V de la ... loi". L'article 133 va jusqu'à attribuer à la juridiction compétente un pouvoir d'injonction.

.../...

---

(1) Exposé des motifs du projet, document cité, pages 69 et 76. Rapport fait au nom de la Commission spéciale, par Mme PETRY, au sujet du titre V du projet (Doc. parl. Sénat, sess. 1977-1979, n° 415/2, pages 197, 198, 221-222).

Complétant les articles 578 et 581 du Code judiciaire, les articles 149 et 150 de la loi du 4 août 1978 réservent aux tribunaux du travail la connaissance des contestations fondées sur le titre V de la loi.

L'article 135 de la loi citée habilite le Roi à créer et organiser des commissions chargées de donner un avis à la juridiction saisie, si celle-ci le demande. L'article 135 est rédigé comme suit :

"Article 135.Le Roi peut charger des commissions dont Il détermine la composition ou les commissions spécialisées composées de façon paritaire de donner des avis à la juridiction compétente, si cette dernière le demande, sur les litiges portant sur l'application des dispositions du titre V de la présente loi".

Le projet a pour objet de créer, en application dudit article 135, une commission consultative compétente en cas de "litiges relatifs à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les services publics".

OBSERVATION PREALABLE.

Malgré le caractère purement consultatif de la commission à laquelle il se rapporte,le projet n'en est pas moins de nature réglementaire au sens de l'article 3, § ler, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, car cette commission est créée par la loi.

.../...

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Etendue de la compétence de la commission en ce qui concerne les catégories d'agents.

Selon la dénomination que lui donne l'article ler et selon la détermination de sa compétence énoncée par l'article 2, la commission est chargée de donner des avis sur les litiges portant sur l'application "dans les services publics", du titre V de la loi du 4 août 1978.

I. L'expression "services publics" a un caractère très général. Elle est susceptible d'être comprise de manière plus ou moins étendue. C'est pourquoi le législateur et l'autorité investie du pouvoir réglementaire emploient généralement des expressions plus précises pour déterminer le champ d'application des dispositions qu'ils établissent (1) (2). Souvent, à cet effet, ils recourent à des indications particulières expresses, positives ou négatives. Le texte du projet devrait être complété de manière à déterminer clairement pour quels services publics la commission sera compétente.

.../...

---

(1) Arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, article 2.

(2) Arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, article ler; loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, article ler.

Loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, article ler.

Loi du ler septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du service public, article ler.

II. En complément à l'observation I, il y a lieu d'examiner spécialement si la compétence de la commission peut et doit s'étendre à certaines catégories de membres du personnel des "services publics" et, plus particulièrement, aux catégories qui sont indiquées ci-après.

a) En ce qui concerne le personnel de l'Etat.

Les règles énoncées au titre V de la loi du 4 août 1978 ont un caractère absolument général et, comme on l'a relevé ci-dessus, elles sont applicables aux personnes morales de droit public et aux personnes occupées par celles-ci, sous quelque régime juridique que ce soit. L'article 578, 8°, du Code judiciaire donne compétence au tribunal du travail même pour les contestations mettant en cause une personne de droit public (1). Le présent projet se borne à fixer la composition et à régler le fonctionnement d'une commission dont la création est l'oeuvre du législateur, qui en a déterminé la mission.

Dès lors, la compétence de la commission peut s'étendre à des titulaires de fonctions publiques qui font partie d'un service public au sens large de cette expression et dont le statut ne peut être fixé que par le législateur.

Pour les mêmes motifs et pour ceux qui vont être indiqués, la compétence de la commission peut s'étendre notamment au personnel de la Chambre des Représentants et du Sénat. Les membres de ce personnel sont régis par un statut fixé par la Chambre législative dont ils dépendent (2). Néanmoins, ils peuvent, à titre exceptionnel, être soumis à des dispositions de portée générale adoptées par le

---

.../...

(1) Exposé des motifs, document parlementaire du Sénat, session 1977-1978, n° 415/1, page 78.

(2) Règlement de la Chambre des Représentants, (1962), article 90. Règlement du Sénat, articles 68 à 71.

pouvoir législatif, dont la Chambre des Représentants et le Sénat sont deux des trois branches.

b) En ce qui concerne le personnel des services des Communautés et des Régions.

1. Il n'y a aucun problème qui se pose pour la compétence de la commission à l'égard du personnel qui fait partie des administrations placées sous l'autorité de chacun des Exécutifs et qui est visé à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En effet, aux termes du paragraphe 3 de cet article, le personnel indiqué est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents faisant partie des administrations de l'Etat.

Il n'y a non plus aucun problème pour le personnel des organismes d'intérêt public qui dépendent d'une Communauté ou d'une Région. En effet, l'article 13, § 6, de la loi spéciale maintient la compétence des autorités nationales pour la fixation du statut de ce personnel.

2. En revanche, la question est plus délicate pour le personnel des Conseils de Communauté et des Conseils de Région, visé à l'article 45 de la loi spéciale. Aux termes de cet article, "chaque conseil fixe le cadre et le statut administratif et pécuniaire de son personnel". Cette règle a été voulue pour garantir à chaque conseil une complète autonomie de fonctionnement. Compte tenu des termes de l'article 45 et de sa ratio legis, le Conseil d'Etat a, dans deux de ses avis, fait l'observation que le législateur national n'était pas compétent pour étendre au personnel des Conseils de Communauté et de Région, les dispositions relatives à la modération des revenus (1) (2). Le législateur

.../...

---

(1) Avis L. 13.816 du 17 décembre 1980 sur un projet de loi portant des mesures conservatoires et transitoires en matière de modération de tous les revenus (Doc. parl. Ch. sess. 1980-1981, n° 699/2).

(2) Avis L. 13.893 du 30 décembre 1980 sur un projet de loi de redressement relative à la modération des revenus (Doc. parl. Ch. sess. 1980-1981, n° 712/2).

s'est, dans chaque cas, rallié à l'avis du Conseil d'Etat (1) (2).

Si les autorités nationales n'ont pas le pouvoir de prendre des dispositions fixant le statut du personnel des Conseils de Communauté et des Conseils de Région, il n'en résulte pas que la commission organisée par le projet ne soit pas compétente à l'égard de ce personnel. En effet, on peut faire valoir la considération générale qu'aux termes de l'article 135 de la loi du 4 août 1978, la commission est chargée de donner un avis au tribunal du travail qui le demande, au sujet d'un litige portant sur l'application du titre V de la loi. Les dispositions contenues dans l'article 135 de la loi et les mesures d'exécution contenues dans le projet ont donc trait au mode d'exercice de ses attributions par une juridiction faisant partie du pouvoir judiciaire. Cette dernière matière n'a pas été dévolue aux Communautés et aux Régions et elle est donc restée de la compétence des autorités nationales.

.../...

---

(1) Loi du 23 décembre 1980 portant des mesures conservatoires et transitoires en matière de modération de tous les revenus, et les travaux préparatoires notamment : amendements du Gouvernement (Doc. parl. Ch. sess. 1980-1981, n° 699/4); rapport fait par M. Tijl DECLERCQ au nom de la Commission du Budget de la Chambre des représentants (Doc. parl. Ch. sess. 1980-1981, n° 699/5, p. 25).

(2) Loi du 10 février 1981 de redressement relative à la modération des revenus - art. 7, b, et les travaux préparatoires, notamment le rapport fait par M. LENAERTS au nom de la Commission du Budget (Doc. parl. Ch. sess. 1980-1981, n° 712, 8, p. 27).

B. Détermination des ministres compétents.

Si la commission organisée par l'arrêté en projet est chargée d'émettre des avis sur les "litiges relatifs à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les services publics", elle donnera ces avis à des juridictions du travail. Dès lors, il y a lieu que l'arrêté en projet soit proposé et contresigné non seulement par le Ministre de la Fonction publique mais également par le Ministre de la Justice et par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

C. L'emploi des langues.

Le projet ne contient pas de dispositions permettant d'assurer que la constitution, le fonctionnement et la consultation de la commission se fassent dans le respect de la législation concernant l'emploi des langues en matière administrative et en matière judiciaire.

D. Composition de la commission.

I. En disposant que la commission comprend, outre le président, vingt-quatre membres effectifs et vingt-quatre membres suppléants, l'article 3 du projet paraît donner à la commission une composition fixe. Mais, par ailleurs, l'article prévoit la nomination des membres "par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions avec l'accord du ministre ou de l'organe de gestion sous l'autorité duquel se trouve l'agent". Cette dernière règle semblerait impliquer que la composition de la commission varierait selon le service auquel appartiendrait l'agent partie au litige, encore que le projet n'indique aucune modalité

.../...

de désignation des membres de la commission qui permettrait d'atteindre cet objectif.

Les dispositions relatives à la composition de la commission doivent être revues de manière à écarter l'ambiguïté indiquée.

II. Il y a lieu de préciser quelles sont les organisations syndicales visées, notamment par la référence aux dispositions en application desquelles ces organisations ont été agréées.

III. Dans un souci de clarté, il y a lieu de mentionner séparément les membres désignés par le Ministre de la Fonction publique et les membres désignés par les organisations syndicales.

E. Fonctionnement de la commission.

I. On n'aperçoit pas comment se répartissent le pouvoir de la commission de "recourir, le cas échéant, à des experts, qui ne sont pas membres de la commission" (article 2, alinéa 2) et les pouvoirs du président d' "appeler en séance des personnes réputées pour leurs connaissances techniques" (article 4, alinéa 3).

II. Conformément à une règle généralement adoptée, l'article 5, § ler, du projet impose un quorum de présences pour les délibérations de la commission; la disposition fixe ce quorum à la moitié des membres.

Par ailleurs, aux termes de l'article 5, § 2, alinéa 3, "les délégués des organisations syndicales et les membres désignés par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions prennent part au vote en nombre égal" sans que la disposition indique quels sont les membres de la même catégorie qui

devront s'abstenir pour que cette égalité soit respectée. L'application de cette dernière disposition pourrait avoir pour conséquence que,dans certains cas, l'avis serait adopté par un nombre fort restreint de membres. Pour éviter cet inconvénient, il y aurait lieu d'imposer le quorum de présences séparément pour les délégués des organisations syndicales et pour les membres désignés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

En conclusion, il ressort des observations développées ci-dessus qu'elles justifient un réexamen du projet en son ensemble.

In de artikelen 116 tot 146 van de wet van 4 augustus 1978 ter economische reorientering, welke artikelen de titel V van die wet vormen, staan een stel bepalingen die bedoelen te zorgen voor "gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de toegang tot een zelfstandig beroep". De Belgische wetgever heeft die bepalingen aangenomen ter wille van een volledige toepassing van het in artikel 6 van de Grondwet neergelegde gelijkheidsbeginsel (wet, artikel 116) en mede om uitvoering te geven aan de richtlijn die de Raad van Ministers der Europese gemeenschappen heeft vastgesteld op 9 februari 1976 (1) (2).

Artikel 117 helpt de werkingssfeer van afdeling V mede bepalen door het definiëren van een aantal termen, onder meer de termen "werknemer" en "werkgever". De eerste term krijgt in het artikel wel een bijzonder ruime strekking want onder "werknemer" verstaat men daar niet alleen "de personen die krachtens een arbeidsovereenkomst arbeid verrichten" maar ook "de personen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon ...". Artikel 17 geeft ook de term "werkgever" een erg ruime strekking want het "verstaat" daaronder "de personen die de in 1° bedoelde werknemers tewerkstellen".

.../...

---

(1) Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen van 14 februari 1976.

(2) Memorie van toelichting bij het wetsontwerp (Gedr. St. Senaat, zitting 1977-1978, nr 415/1, blz. 67 en 78).

Uit de volstrekt algemene bewoordingen van artikel 117, 1° en 2°, blijkt dat het bepaalde in titel V van de wet van 4 augustus 1978 niet alleen voor werkgevers en werknemers van private ondernemingen geldt, maar ook voor publiekrechtelijke rechtspersonen en voor de door dezen tewerkgestelde personen, welke ook hun rechtstoestandsregeling zij. De zinsnede "de bestuursrechtelijke statutaire regelingen toepasselijk op het overheidspersoneel en op het personeel van het rijks- en gesubsidieerd onderwijs" onder 3° van artikel 117, en de woorden "van een openbare instelling" onder 4° van dat artikel bevestigen zulks. Getuige ook, de parlementaire voorbereiding van de wet (1).

Artikel 118 huldigt het beginsel van de gelijke behandeling van man en vrouw en stelt daarbij uitdrukkelijk dat dit beginsel mede inhoudt dat "iedere vorm van discriminatie op grond van het geslacht, hetzij direct hetzij indirect uitgesloten is ...".

De artikelen 120 tot 146 bevatten een stel regels die het hierboven aangehaalde beginsel werkzaam bedoelen te maken.

Artikel 131 stelt voor al wie zich benadeeld acht een "rechtsvordering" open "om de bepalingen van titel V van deze wet te doen toepassen ...". En artikel 133 geeft het bevoegde gerecht zelfs injunctiebevoegdheid.

.../...

---

(1) Memorie van toelichting bij het wetsontwerp, het hiervoren aangehaalde stuk, blz. 69 en 75. Verslag namens de bijzondere commissie uitgebracht door Mevr. PETRY over titel V van het ontwerp (Gedr. St., Senaat, zitting 1977-1978, nr 415/2, blz. 197, 198, 221-222).

Onder aanvulling van de artikelen 578 en 581 van het Gerechtelijk Wetboek, dragen de artikelen 149 en 150 van de wet van 4 augustus 1978 de kennisneming van geschillen "die hun oorzaak vinden in titel V van de wet" uitsluitend aan de arbeidsrechtbanken op.

Artikel 135 van de meergenoemde wet machtigt de Koning tot het oprichten en organiseren van commissies die tot taak hebben het aangesproken rechtscollege, als het erom vraagt, van advies te dienen. Dat artikel 135 is als volgt geformuleerd :

> "Artikel 135. De Koning kan commissies die hij samenstelt of de gespecialiseerde paritair samengestelde commissies opdracht geven adviezen te verstrekken aan de bevoegde rechtbank, wanneer deze erom vraagt, over de geschillen die betrekking hebben op de toepassing van de bepalingen van titel V van deze wet".

Doel van het thans aan de orde zijnde ontwerp is, met toepassing van het hierboven aangehaalde artikel 135, een "raadgevende commissie" op te richten die bevoegd is in geval van "geschillen met betrekking tot de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in de openbare diensten".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp moge nu betrekking hebben op een zuiver adviserende commissie, het is daarom niet minder van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; de commissie is immers ingesteld door de wet.

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Omvang van de bevoegdheid van de commissie ten aanzien van de verschillende personeelscategorieën.

Te oordelen naar de benaming die haar in artikel 1 is gegeven en naar de omschrijving van haar bevoegdheid in artikel 2, heeft de commissie tot taak advies te verstrekken over geschillen betreffende de toepassing van titel V van de wet van 4 augustus 1978 "in de openbare diensten".

I. De uitdrukking "openbare diensten" is zeer algemeen. Zij kan in een ruimere of in een minder ruime zin worden verstaan. De wetgever en het verordenende gezag plegen ter omschrijving van de werkingssfeer van de door hen vastgestelde bepalingen dan ook met accurater uitdrukkingen te werken (1) (2), en vaak zelfs wijzen ze die diensten daartoe uitdrukkelijk nader aan, in positieve of in negatieve zin. De tekst van het ontwerp zou derwijze moeten worden aangevuld, dat duidelijk blijkt voor welke openbare diensten de commissie bevoegd zal zijn.

.../...

---

(1) Koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, artikel 2.

(2) Koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, artikel 1; de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, artikel 1.

Wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, artikel 1.

Wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, artikel 1.

II. In aansluiting op de opmerking I, dient in het bijzonder te worden onderzocht of de commissie mede bevoegd kan en moet zijn voor bepaalde , inzonderheid voor de hiernagenoemde categroieën van het personeel der "openbare diensten".

a) Ten aanzien van het Rijkspersoneel.

De in titel V van de wet van 4 augustus 1978 gestelde regels zijn volstrekt algemeen en, zoals hiervoren is opgemerkt, gelden ze mede voor de publiekrechtelijke rechtspersonen en voor de door hen tewerkgestelde personen, welke ook hun rechtstoestandsregeling moge zijn. Artikel 578, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek maakt de arbeidsrechtbank zelfs bevoegd voor geschillen waarbij een publiekrechtelijk persoon betrokken is (1). Het onderhavige ontwerp bepaalt er zich toe de samenstelling en de werkwijze te regelen van een commissie wier oprichting en taakbepaling het werk van de wetgever is geweest.

De bevoegdheid van de commissie kan zich dus uitstrekken tot de beklederS van een openbaar ambt die deel uitmaken van een openbare dienst in de ruime zin des woords en wier statuut alleen door de wetgever kan worden vastgesteld.

Op dezelfde gronden en mede om de hierna aan te geven redenen kan de commissie ook bevoegd zijn met name voor het personeel van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat. De leden van dat personeel staan onder een statuutsregeling die bepaald wordt door de Wetgevende Kamer waaronder zij ressorteren (2).

.../...

---

(1) Memorie van toelichting, Gedr. St., Senaat, zitting 1977-1978, nr 415/1, blz. 78.

(2) Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (1962), artikel 90. Reglement van de Senaat, artikelen 68 tot 71.

Toch kunnen zij uitzonderlijk onderworpen worden aan bepalingen met algemene strekking die de wetgevende macht, waarvan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat twee van de drie takken zijn, heeft aangenomen.

b) Ten aanzien van het personeel van Gemeenschappen en Gewesten.

1. Er is geen probleem wat betreft de bevoegdheid van de commissie ten aanzien van het personeel dat deel uitmaakt van de besturen die onder het gezag van ieder van de Executieven zijn geplaatst, welk personeel bedoeld wordt in artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Luidens paragraaf 3 van dat artikel immers is dat personeel onderworpen aan "de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op het personeel van de Rijksbesturen".

Evenmin is er een probleem ten aanzien van het personeel van de instellingen van openbaar nut die afhangen van een Gemeenschap of van een Gewest. Volgens artikel 13, § 6, van de bijzondere wet immers blijft voor de vaststelling van het statuut van dat personeel de nationale overheid bevoegd.

2. Moeilijker ligt de zaak daarentegen ten aanzien van het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestraden dat bedoeld is in artikel 45 van de bijzondere wet. Luidens dat artikel "stelt iedere raad de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van zijn personeel vast". Die regel is gewild om iedere raad volledige werkautonomie te verzekeren. De Raad van State heeft in twee adviezen opgemerkt dat de nationale wetgever, gelet op de bewoordingen van artikel 45 en op de ratio legis ervan, niet bevoegd was om de bepalingen terzake van inkomensmati-

.../...

ging door te trekken tot het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestraden (1) (2). De wetgever heeft zich telkens met het advies van de Raad van State verenigd (3) (4).

Heeft de nationale overheid geen bevoegdheid om bepalingen uit te vaardigen die het statuut van het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestraden vaststellen, dit brengt nog niet mee dat de door het ontwerp georganiseerde commissie niet bevoegd is voor dat personeel. Als algemene overweging kan immers worden aangevoerd dat de commissie er luidens artikel 135 van de wet van 4 augustus 1978 mede belast is, de arbeidsrechtbank die erom verzoekt advies te geven in verband met een geschil dat over de toepassing van titel V van die wet loopt. Het bepaalde in artikel 135 en hetgeen het ontwerp vast-

.../...

---

(1) Advies L. 13.816 van 17 december 1980 over een ontwerp van wet houdende bewarende en tijdelijke maatregelen inzake matiging van alle inkomens (Gedr. St., Kamer, zitting 1980-1981, nr 699/2).

(2) Advies L. 13.893 van 30 december 1980 over een ontwerp van herstelwet betreffende de inkomensmatiging (Gedr. St., Kamer, zitting 1980-1981, nr 712/2).

(3) Wet van 23 december 1980 houdende bewarende en tijdelijke maatregelen inzake matiging van alle inkomens, met name de parlementaire voorbereiding : amendementen van de Regering (Gedr. St., 1980-1981, nr 699/4; verslag namens de begrotingscommissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers uitgebracht door de heer Tijl DECLERCQ (Gedr. St., Kamer zitting 1980-1981, nr 699/5, blz. 25).

(4) Herstelwet van 10 februari 1981 inzake inkomensmatiging, artikel 7, b, en de parlementaire voorbereiding, onder meer het verslag namens de begrotingscommissie uitgebracht door de heer LENAERTS (Gedr. St., Kamer, zitting 1980-1981, nr 712, 8, blz. 27).

stelt als uitvoering daarvan heeft dus te maken met de wijze waarop een justitieel gerecht zijn bevoegdheid uitoefent. Dit is een aangelegenheid die niet aan de Gemeenschappen en de Gewesten is opgedragen en die dus tot de bevoegdheid van het nationale gezag is blijven behoren.

B. Aanwijzing van de bevoegde ministers.

De door het ontwerp-besluit georganiseerde commissie zal de adviezen die zij in verband met "geschillen betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in de openbare diensten" heeft te verstrekken, aan de arbeidsgerechten moeten geven. Het ontwerp-besluit moet dus niet alleen door de Minister van het Openbaar Ambt maar ook door de Minister van Justitie en de Minister van Arbeid en Tewerkstelling voorgedragen en medeondertekend worden.

C. Gebruik van de talen.

Het ontwerp bevat geen bepalingen waarmee verzekerd kan worden dat bij de samenstelling, de werking en de raadpleging van de commissie de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken en gerechtszaken zal worden nageleefd.

D. Samenstelling van de commissie.

1. Met de bepaling in artikel 3 van het ontwerp dat de commissie bestaat uit een voorzitter, uit vierentwintig gewone en uit vierentwintig plaatsvervangende leden, lijkt de commissie een vaste samenstelling te krijgen. Hetzelfde artikel zegt echter dat de leden-ambtenaren benoemd worden "door de minister tot wiens

.../...

bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, met het akkoord van de Minister of van het beheersorgaan onder wiens gezag de ambtenaar staat". Dit laatste voorschrift wijst er blijkbaar op dat de samenstelling van de commissie zou variëren naar de dienst waarvan de ambtenaar die partij is bij het geding deel uitmaakt, al is in het ontwerp voor de aanwijzing van de leden van de commissie geen enkel nader voorschrift gegeven waarmee dat doel kan worden bereikt.

De bepalingen betreffende de samenstelling van de commissie moeten derwijze worden herzien dat die dubbelzinnigheid wordt weggewerkt.

II. Er moet nader worden aangegeven welke "syndicale organisaties" worden bedoeld, met name onder verwijzing naar de bepalingen op grond waarvan die organisaties zijn erkend.

Er zou duidelijkheidshalve een aparte vermelding moeten zijn voor de leden die door de Minister van het Openbaar Ambt en die welke door de erkende vakorganisaties worden aangewezen.

E. Werkwijze van de commissie.

1. Het is niet duidelijk hoe de bevoegdheid van de commissie om "in voorkomend geval bijstand te vragen van deskundigen welke geen lid van de commissie zijn" (artikel 2, tweede lid) en de bevoegdheid van de voorzitter "om op de zitting personen uit te nodigen die bekend staan omwille van hun technische onderlegdheid" (artikel 4, derde lid) zich laten verdelen.

.../...

II. Overeenkomstig een algemeen aanvaarde regel schrijft artikel 5, § 1, van het ontwerp voor het beraadslagen en beslissen in de commissie een bepaald aanwezigheidsquorum voor; het stelt dat quorum op de helft van de leden.

Van de andere kant zegt artikel 5, § 2, derde lid, dat "de afgevaardigden van de vakorganisaties en de door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort aangewezen leden in gelijk aantal deelnemen aan de stemming", zonder dat hierbij wordt bepaald welke leden van dezelfde categorie zich ter inachtneming van die numerieke gelijkheid zullen hebben te onthouden. Die laatste bepaling kan er in haar toepassing toe leiden dat het advies in sommige gevallen door een heel beperkt aantal leden wordt vastgesteld. Om dat bezwaar te ondervangen zou het aanwezigheidsquorum afzonderlijk moeten worden voorgeschreven voor de afgevaardigden van de vakorganisaties en voor de leden die benoemd worden door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

De hierboven gemaakte bedenkingen wettigen de conclusie dat het ontwerp in zijn geheel zou moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

J. TRUYENS. P. TAPIE.